
La mobilisation qui se déroule actuellement au Brésil interpelle par son ampleur et son apparente spontanéité. Les médias nationaux et internationaux, ainsi que les partis politiques et les organisations du mouvement social s'accordent tous à dire qu'il s'agit de la mobilisation la plus importante depuis le mouvement exigeant la destitution du Président Collor, accusé de corruption, en 1992. Certains ont également fait le parallèle avec le mouvement pour des élections présidentielles directes en 1984 qui a précipité la chute de la dictature militaire, ou les mouvements contre la vie chère dans les années 1970.

Mais la mobilisation de 2013 semble se distinguer des mouvements précédents par sa forme et les forces qu'elle agrège. Elle s'inscrit par ailleurs dans un contexte international particulier où l'on voit se multiplier depuis la crise de 2008 des mouvements dits « spontanés » et « non-partisans » tels que le mouvement des Indignés et les mouvements Occupy, dont les manifestations en Turquie ont montré, tout récemment, un nouveau visage. Ces quelques notes visent à en expliciter les principaux ressorts, en interrogeant justement cette spontanéité du mouvement et son caractère prétendument « apolitique », qui ont été largement mis en avant par les différents comptes-rendus médiatiques de la mobilisation - et ce, malgré la préexistence connue de collectifs, tels que celui du « Movimento Passe Livre » (MPL), qui avaient appelé les Brésiliens à descendre dans la rue.

Partant de l'idée qu'une mobilisation d'une telle importance doit peu de choses au hasard, l'idée de cette contribution est de présenter quelques hypothèses relatives à la mobilisation en cours au Brésil, ses motivations et sa sociographie - et ce, même s'il est toujours délicat de se pencher sur une situation d'incertitude généralisée propre aux mouvements de contestation d'ampleur, dans la mesure où les attentes et les anticipations de nombreux acteurs se trouvent modifiées en un temps très court et les amène à innover du point de vue de l'activité protestataire. La situation rend l'interprétation d'autant plus complexe qu'elle semble, à première vue, irréductible aux politiques déployées par les seules organisations politiques, ou même aux activités militantes « routinisées » qui se donnent à voir dans l'espace des mouvements sociaux¹ au Brésil.

Les « 20 centimes » : un élément déclencheur ?

Comment l'augmentation du ticket de bus de 20 centimes de Reais (environ 7 cents d'Euros), dans un contexte de stabilité économique et de forte popularité de la Présidente Dilma Rousseff², a-t-elle pu jeter autant de Brésiliens dans la rue ? Si la question des « 20 centimes » a pu apparaître comme un élément déclencheur, ce n'est pas seulement parce que cette hausse du prix des transports constitue une énième augmentation tarifaire, et représente un problème qui mobilise de larges franges de la population depuis plusieurs années maintenant. Bien sûr, les tergiversations des pouvoirs publics à baisser le prix des transports face à la demande populaire, abondamment raillées par les Brésiliens sur les réseaux sociaux, ont largement joué dans l'impulsion donnée au mouvement.

La désaffection partisane des étudiants

Par ailleurs, tous les médias soulignent l'importance des réseaux sociaux et d'Internet comme support logistique de la mobilisation, ce qui permet en partie d'expliquer le monopole des classes moyennes sur celle-ci, dans un pays où l'accès à Internet reste encore corrélé au niveau de revenu et au fait d'habiter en zone urbaine. Certaines études pointent également le prestige croissant

d'Internet et des réseaux sociaux parmi les jeunes Paulistanos par rapport aux institutions politiques : 65% des habitants de São Paulo pensent qu'Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la société brésilienne, alors que seulement 19% citent la Présidence et 12% le Parlement comme étant des organismes prestigieux³. Un sondage mené en 2011 lors des mobilisations à l'université de São Paulo montrait déjà la baisse de confiance des jeunes dans les partis traditionnels et les institutions représentatives du pays. Les manifestants de juin 2013 insistent ainsi sur leur autonomie par rapport aux grands partis, dénonçant l'inefficacité et le manque de transparence des canaux de représentation démocratique : 24% d'entre eux déclarent protester contre le personnel politique et 40% contre la corruption. Mais ces données n'expliquent pas, à elles seules, que le prix des transports ait donné prise à une contestation agrégeant autour d'elles différents secteurs de la société, qui revêt par ailleurs, au vu de la jeunesse des manifestants, une dimension générationnelle.

Des inégalités sociales persistantes

En arrière-plan de la question du prix des transports publics, ou des améliorations qui devraient y être apportées, se dessine un entrelacs de problématiques sociales endémiques telles que la ségrégation spatiale, les discriminations à l'égard des populations résidant à la périphérie des grandes agglomérations, la corruption des élites ou encore les conflits d'intérêts entre acteurs politiques et économiques. Ce sont bien ces phénomènes, qui possèdent de profondes racines historiques, qui continuent d'alimenter la conflictualité sociale dans le Brésil des années 2000. A l'instar du « *Movimento Passe Livre* -Mouvement pour la gratuité des transports- » qui milite contre les augmentations tarifaires et interpelle les acteurs publics à travers des actions « coups de poing » (manifestations et blocages des principales voies de circulation), donnant souvent lieu à des échauffourées musclées avec les forces de l'ordre et les « troupes de choc », ils sont plusieurs centaines de collectifs à travers le pays à dénoncer le « Brésil à deux vitesses ».

Les collectifs « Passe Livre », souvent animés par des étudiants ou de jeunes actifs, présentent des plateformes de revendications particulièrement soucieuses de mettre en avant le décroisement géographique et social des quartiers les plus reculés. La lutte pour le transport public au Brésil possède en fait une importance sociale de premier plan, dans la mesure où nombre de travailleurs – notamment les travailleurs journaliers, informels, les employées domestiques – se rendent au travail à pied sur des distances considérables du fait du prix trop élevé des transports en commun. Les préoccupations écologiques – engorgement, fréquence des accidents, pollution – liées à l'accroissement de l'usage de la voiture au Brésil font aussi partie des points de repères essentiels des collectifs contre les transports payants. Par ailleurs, depuis plusieurs années déjà, les dépenses publiques liées à l'organisation de la Coupe du monde de football, dont une grande part concernait l'aménagement de voies de circulation rapide visant à desservir des stades de football, suscitent la colère et l'inquiétude des participants au mouvement

Une répression policière sévère

La répression démesurée des premières manifestations a également joué dans la dynamique du conflit, en provoquant l'indignation de la population, y compris d'acteurs qui n'avaient pas pris part aux manifestations et n'étaient pas a priori particulièrement favorables au mouvement. Les principaux organes de presse, initialement très critiques des manifestants, ont consacré des articles et reportages détaillés à la répression policière. Les manifestants ont également multiplié les témoignages sur leurs blogs et les réseaux sociaux, dénonçant une violence disproportionnée face à

leur démarche pacifiste⁴. Des vidéos et photographies de policiers lançant des gaz lacrymogènes sur des jeunes femmes, de journalistes blessés par les balles en caoutchouc, et d'étudiants à terre roués de coups, se sont rapidement répandus à travers le Brésil et la presse internationale. Ainsi, l'image des policiers qui tapent sur de jeunes étudiants a profondément choqué la population et contribué à accroître l'ampleur de la mobilisation.

Une déception croissante vis-à-vis du PT

Un mouvement des classes moyennes ?

Différentes analyses suggèrent qu'il s'agit pour l'instant d'un mouvement urbain et se situant sur le terrain des « classes moyennes ». La mobilisation se déroule dans les grandes villes du Brésil, plus touchées par les problèmes de logement et de transports publics, et semble être menée principalement par des jeunes et des étudiants. Un sondage réalisé par l'institut *Datafolha* montre que les manifestants sont en majorité des hommes, 63% d'hommes dans les manifestations contre 47% dans la population de São Paulo ; des jeunes avec 53% de moins de 25 ans ; des personnes d'un niveau de formation élevée, 77% des manifestants ont un diplôme de niveau universitaire contre seulement 24% de la population de São Paulo ; et enfin, 22% des manifestants sont des étudiants alors qu'ils ne représentent que 3% de la population de São Paulo⁵. Ce sondage révèle également que la vaste majorité des manifestants n'a pas d'affiliation politique : 84% des manifestants se déclarent sans affiliation partisane contre 47% de la population de São Paulo et 52% de la population brésilienne. De même, l'allégeance au PT est bien inférieure à la moyenne nationale, avec seulement 6% des manifestants qui déclarent préférer le PT aux autres partis alors que ce chiffre monte à 24% en moyenne pour la population brésilienne⁶.

L'éloignement vis-à-vis du Parti des Travailleurs est ainsi un élément important de cette mobilisation, qui concentre essentiellement des personnes ne faisant pas partie de sa base de soutien, plutôt constituée des classes les plus pauvres de la population. Contrairement à d'autres secteurs plus populaires qui affichent un soutien critique envers le PT depuis plusieurs années - c'est-à-dire qui se mobilisent contre les politiques gouvernementales tout en votant souvent pour le PT aux différentes élections, comme c'est le cas par exemple chez les militants du MST - il semble s'agir ici d'une population plus aisée et plus distante politiquement, au sens où la plupart des manifestants n'appartenaient à aucun mouvement ou parti avant d'entrer dans cette mobilisation. Certains avancent également l'idée que la classe moyenne serait, en définitive, la classe sociale ayant le moins bénéficié des politiques menées par le PT depuis l'accession de ce dernier au pouvoir. Dans [un article](#) publié dans *Le Monde* du 19 juin, Jean Hébrard et Claudia Damasceno Fonseca affirment que les classes populaires ont plus profité des politiques du PT depuis Lula que les classes moyennes. Les politiques sociales leur étant directement destinées depuis 10 ans, leur niveau de vie a considérablement augmenté tandis que celui de la classe moyenne a plutôt eu tendance à stagner, voire à diminuer. Dans ce contexte, les dépenses liées à la Coupe du monde servent à illustrer l'écart entre le développement économique du Brésil et le pouvoir d'achat de cette classe sociale. On voit par exemple dans les manifestations des pancartes disant « *je suis professeur et je ne peux pas me payer une place au stade pour voir le match* ».

La dénonciation de la corruption

La mobilisation est vite devenue l'occasion de formuler une critique plus large de la politique du PT depuis la première élection de Lula en 2002. On discerne pour l'instant deux motifs majeurs de contestation : les promesses non-tenues du PT, et la corruption. Certains manifestants ont mis en avant le projet politique radical porté par le PT avant son élection, notamment sur les questions sociales et agraires, insistant sur le décalage entre les promesses de campagne et la mise en place effective de ces réformes⁷. Ce type de critique est notamment porté par des collectifs de gauche tel que le MPL. Cependant, il semble que la lutte contre la corruption ait pris une place de plus en plus importante dans les revendications des manifestants, faisant écho au scandale du « mensalão » en 2005/2006 au cours duquel il avait été révélé que le PT payait des députés d'autres partis pour voter en faveur de ses projets de loi au Parlement. La lutte contre la corruption est désormais citée comme premier motif de mobilisation par les manifestants à São Paulo. Alors que certains ont insisté pour dénoncer tous les partis politiques, d'autres se sont concentrés plus spécifiquement sur le PT, brûlant le drapeau du parti au cours des manifestations et s'opposant fermement à sa participation à la mobilisation. Même si elle a été initiée par des collectifs identifiés à gauche, la mobilisation semble ouvrir une opportunité pour l'opposition politique de droite qui tente de récupérer la question de la corruption à son avantage dans la perspective des élections présidentielles de 2014. La présence de groupes d'extrême droite, souvent violents envers les militants des différentes organisations de gauche, s'est également fait remarquer dans certaines grandes villes, provoquant le retrait temporaire du MPL des manifestations.

Une remise en cause des politiques néolibérales

En lien avec cette dénonciation généralisée de la corruption, de nombreux organismes communautaires soulignent également le décalage entre les fonds déployés pour l'organisation du Mondial et l'absence de politiques publiques structurelles en direction des quartiers défavorisés. On retrouve fréquemment des militants jeunes, qui revendiquent leur filiation à la tradition libertaire du mouvement *squat*, voire à la mouvance autonome, aux côtés des collectifs de quartier pour la « réforme urbaine et le droit à l'habitat », plus proches du Mouvement des travailleurs Sans Terre (MST). Ces groupes se sont multipliés ces dernières années, en réaction contre les expulsions de quartiers soudainement diagnostiqués comme « dangereux » ou « insalubres » à grand renfort d'expertises directement mandatées par les investisseurs immobiliers. On a vu se développer ces dernières années plusieurs mobilisations de ce type, dont les plus emblématiques furent celles du Pinheirinho et du Morro dos Prazeres à Rio de Janeiro, à partir de 2010. Force est de constater que l'organisation du Mondial de 2014 accroît sensiblement la pression sur les habitants des quartiers populaires, déjà victimes d'une *gentrification* autoritaire qui draine avec elle son lot de révoltes et de résistances plus ou moins coordonnées à l'échelle des villes brésiliennes. La définition des populations à déplacer – pour le dire plus clairement, des zones à expulser en priorité – s'effectue par le biais d'une instrumentalisation du risque encouru par les populations résidentes face aux aléas naturels, et interfère avec le droit au logement et à l'habitat mis en avant par les militants des communautés concernées.

La même logique s'applique aux zones dites « sensibles », où l'influence du crime organisé est combattue au prix de politiques sécuritaires drastiques et d'un processus rampant de militarisation des favelas. Le cynisme et la brutalité des politiques visant à défendre les intérêts économiques de la FIFA ont suscité l'indignation morale d'une part croissante de la population, passée de l'enthousiasme à un rejet épidermique vis-à-vis des « grandes manœuvres » associées aux préparatifs du Mondial. On a récemment vu les « Tropas de Elite »⁸ de sinistre mémoire être déployées autour des stades de football pour les protéger d'éventuelles destructions. De la même façon, nombre de travailleurs informels – vendeurs de rue, artisans, maraîchers – se sont vus interdire l'accès au centre des villes, aux zones commerciales et aux lieux touristiques alors que des

prostitué-e-s, triées sur le volet, se voyaient dispenser des cours d'anglais afin de satisfaire les besoins associés au tourisme sexuel.

Un renouveau des mouvements contestataires

Depuis la fin des années 2000, un véritable foisonnement de collectifs et d'associations divers a pris son essor à la marge du champ politique et, d'une certaine manière, des secteurs contestataires plus traditionnels, tels que les mouvements luttant pour la réforme agraire ou les centrales syndicales. C'est ainsi que se sont développées des initiatives protestataires autour de la question du logement urbain et des politiques de la ville, des thématiques environnementales et indigènes, des mouvements noirs et métisses, et des mobilisations féministes et LGBT. Ces différents mouvements entretiennent un rapport ambivalent aux mobilisations antérieures : elles s'inscrivent pour une part dans la continuité des différentes traditions de lutte au Brésil, mais adoptent des formes organisationnelles et des angles d'attaque sensiblement différents, avec une inclinaison libertaire particulièrement sensible.

Cette « autonomisation » progressive des mouvements sociaux au Brésil, qui se distinguent tant par la sociographie des militants – souvent étudiants ou diplômés, plutôt issus des classes moyennes ou favorisées – que par leur rapport distancié à la politique traditionnelle, fortement soupçonnée de corruption, laisse entrevoir une reconfiguration du rapport à la lutte et des terrains qui s'y prêtent. Sans parler d'une « révolution culturelle » dans le champ des luttes sociales, on peut noter la spécificité des profils adoptés par les acteurs à l'origine des processus de contestation. Dans un passé plus récent, il faut également rappeler le retentissement important qu'avait connu le mouvement des « indignés », dont l'importation au Brésil avait déjà été le fait de ces différents collectifs militants, avec de nombreuses initiatives dans les principales villes du Brésil – à São Paulo, Rio De Janeiro et Recife, notamment. De même, d'autres initiatives internationales telles que la « SlutWalk » – traduite sous le terme de « *Marcha das vadias* » – avait largement mobilisé les mouvements féministes et LGBT sur le terrain des violences faites aux femmes et des violences homophobes.

Le PT face à ses contradictions

Ces mobilisations à la marge des grands partis et syndicats sont également une conséquence de l'institutionnalisation du PT et de son relais syndical, la CUT. Les organisations traditionnellement contestataires étant depuis plus de dix ans au pouvoir, elles ne sont plus nécessairement les acteurs clé de la contestation sociale. Eduardo Noronha note par exemple que le nombre de grèves a fortement diminué depuis l'arrivée au pouvoir du PT, qui était jusqu'alors le principal parti contestataire⁹. L'institutionnalisation de la gauche produit un changement important de dynamique pour le mouvement social, le forçant à trouver de nouveaux modes de contestation. La CUT et le PT ont affiché leur soutien à la mobilisation, mais leur participation reste problématique. Le PT a qualifié la prohibition de tous signes partisans dans les manifestations de « fasciste », affirmant que chacun devait pouvoir y exprimer ses opinions librement¹⁰. Le parti reste par ailleurs divisé sur l'attitude à adopter, hésitant entre simple soutien ou participation active. La présidente Dilma penche plutôt pour un soutien distancié, craignant que l'affichage partisan ne cristallise la colère des manifestants contre son parti. En effet, lors des manifestations les plus récentes, les militants PT ont été insultés et forcés de quitter la manifestation¹¹. Le MPL a réagi à ces événements en refusant d'appeler à toute nouvelle manifestation et condamnant fermement l'attaque envers des militants venus soutenir la mobilisation. Le positionnement du PT dans la mobilisation reste fragile à manier

pour les membres du parti comme pour les autres collectifs de gauche, « alliés critiques » du gouvernement, craignant qu'une attaque trop frontale du PT ne serve l'opposition de droite.

La gauche radicale déboussolée

A la gauche du PT, se pose la question du rapport à l'activité contestataire dans un contexte où la gauche au pouvoir met en place des réformes libérales qui ont des conséquences dramatiques pour un certain nombre de secteurs professionnels. Le recours à la grève, relativement minoritaire au Brésil ces dernières années – hormis dans la fonction publique, et notamment si l'on compare avec les années précédant la fin de la dictature – illustre les difficultés stratégiques et les dilemmes tactiques qui peuvent se poser aux acteurs de la « gauche radicale », y compris dans les partis politiques (PSOL, PSTU, PCB¹²) et dans les confédérations syndicales « alternatives » (telles que la ConLutas). Cette situation d'incapacité des organisations issues du mouvement ouvrier à intervenir directement contre la politique du PT se voit aussi renforcée par les avatars habituels du néolibéralisme – faible syndicalisation du secteur privé, atomisation de la force de travail, généralisation du temps partiel et des contrats précaires – qui se superposent à la part du travail brésilien demeurant structurellement informelle¹³.

Ainsi, le néolibéralisme a fortement bousculé les piliers traditionnels de l'appareil idéologique de l'Etat au Brésil (le corporatisme socioprofessionnel, le « métissage » comme discours officiel sur la société, la composition des élites dirigeantes sur le plan économique et politique, etc.), faisant apparaître de nouvelles lignes de fractures au sien du corps social, sans que la gauche radicale ne parvienne à articuler les revendications communautaires avec un positionnement de classe, pour les intégrer durablement à son logiciel et se positionner sur un certain nombre de questions devenues cruciales. On peut noter, par exemple, que l'intervention des militants politiques sur le terrain de la contestation actuelle, et ce malgré la présence de nombreux militants du PSOL implantés dans le mouvement social et le soutien affiché du parti, s'est faite sans apparition publique « à drapeau déployé », de peur de s'attirer l'hostilité des secteurs mobilisés qui craignent une récupération du mouvement. La peur de l'« étatisation » qui hante le mouvement social brésilien laisse à penser que le chemin sera encore long pour des organisations de gauche insuffisamment implantées et trop peu régénérées pour se sentir à l'aise dans l'air agité de la contestation.

Renouveau des pratiques militantes

Plus que dans les organisations de la gauche radicale, il faudrait probablement chercher du côté des différents forums sociaux internationaux – dont le Brésil a été le théâtre depuis l'émergence du mouvement altermondialiste – pour saisir l'arrière-plan de ce cycle de contestation. Il y a fort à parier que la participation massive des Brésiliens à ces événements a fortement imprégné l'imaginaire et alimenté les pratiques des militants au cours de la dernière décennie. Au-delà des expériences municipales de démocratie participative, il faut également relever l'importance des références à l'auto-organisation, qui irriguent largement ces collectifs associatifs et sur lesquelles se fonde l'originalité de l'environnement culturel au sein duquel ces mouvements évoluent. S'il est difficile de rendre compte de la diversité des pratiques que recouvre cette référence à l'auto-organisation – pour ne citer que les occupations, les manifestations, les rencontres entre étudiants qui s'organisent sous la forme de forums participatifs et réfléchissent aux enjeux des mouvements sociaux – on peut souligner un fort attachement symbolique de la part des mouvements sociaux brésiliens à ces modalités d'organisation et de protestation, jusque dans les contradictions que les groupes mobilisés tentent de surmonter au travers de l'expérimentation de cadres auto-organisés.

D'autant que ces « travaux pratiques » sont souvent l'occasion de revisiter les différentes traditions autogestionnaires propres au mouvement social brésilien, qui se déclinent dans les écrits du pédagogue Paulo Freire, le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal ou certains secteurs de la théologie de la libération.

Des leçons à tirer ?

Alors que la mobilisation paraît chaque jour plus hétérogène, agrégeant des collectifs organisés radicaux, des personnes complètement a-partisanes, dont bon nombre manifestent pour la première fois, l'incertitude persiste quant à la portée et au devenir d'un tel mouvement. Si la critique à l'égard des politiques néolibérales, d'un modèle institutionnel sclérosé et de la corruption émergent de la « cacophonie », les organisations traditionnelles du mouvement social demeurent particulièrement atones. En l'état, le PT semble débordé par l'ampleur de la contestation, malgré les déclarations de Dilma Rousseff qui a réaffirmé que le gouvernement était en mesure de s'appuyer sur les mobilisations pour mettre en place des politiques sociales - politiques dont les contours demeurent particulièrement flous aujourd'hui. Tentant d'adopter une position conciliante et « à l'écoute de la rue », la présidente a déclaré vouloir consulter le peuple à travers un référendum sur la nécessité d'organiser une Constituante. Cette démarche viserait à répondre aux critiques du système politique et à l'opacité des institutions, canalisant ainsi les principales revendications de l'opposition.

En réaction à cette déstabilisation du PT, la droite brésilienne, qui était en grande difficulté depuis l'accession de Lula au pouvoir, tente de s'approprier une partie de la contestation et lorgne sur les élections de 2014, en tirant grossièrement sur la ficelle de l'insatisfaction générale à l'encontre du PT. Si la défiance généralisée envers les partis politiques laisse peu de marge de manœuvre à la droite, les témoignages militants redoutent de plus en plus une infiltration de la droite voire de l'extrême droite - tant et si bien que le Movimento Passe Livre lui-même a déclaré vouloir arrêter l'organisation des manifestations. La multiplication des revendications et l'absence d'une ligne claire qui puisse servir de dénominateur commun au développement d'une politique unitaire sur des bases antilibérales et anticapitalistes laisse, pour l'instant du moins, les organisations de la gauche radicale sur le bord du chemin.

NB : Les nouvelles s'accéléralent, il semblerait que les différentes organisations syndicales Força Sindical, CUT, UGT, CSP-Conlutas, CGTB, CTB se soient mises d'accord pour une journée de grève générale au Brésil, a priori pour le 11 juillet.

Les auteur-e-s :

Louisa Acciari est franco-brésilienne, étudiante en *Gender Studies* à la London School of Economics. Pierre Odin est doctorant en science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Illustration : Vladimir Palibrk

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

1. † Pour reprendre l'expression du sociologue Lilian Mathieu. Voir : Mathieu, L., 2011. *L'espace des mouvements sociaux*. Éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges. Bien qu'elle ait perdu quelques points de popularité dans les sondages début juin, passant de 65% à 57%, ce niveau reste élevé. En comparaison, François Hollande
2. † oscille entre 28% et 30% selon les sondages. Dilma reste également en tête des intentions de vote aux présidentielles de 2014 avec 51% des intentions de vote au premier tour (<http://oglobo.globo.com/pais/popularidade-de-dilma-tem-maior-queda-desde-inicio-do-mandato-aponta-datafolha-8631122>).
3. † Voir : <http://datafolha.folha.uol.com.br/opiniaopublica/2013/06/1297630-rede-social-e-imprensa-tem-maior-prestigio-e-poder-na-sociedade-brasileira-dizem-paulistanos.shtml>
4. † Voir par exemple « [Les 24 moments que vous ne verrez pas à la télé](#) », ensemble de témoignages et vidéos mis en ligne par un manifestant.
5. † [Sondage publié le 19 juin 2013](#), réalisé dans la ville de São Paulo sur un échantillon représentatif de 766 manifestants.
6. † Pour les préférences partisans de la population, voir [le sondage de l'IBOPE](#) réalisé en octobre 2012.
7. † Voir par exemple [ce blog](#), où l'auteure rappelle au PT cinq de ces grandes promesses de campagne, telles que la réforme agraire ou les droits LGBT.
8. † Police spéciale d'intervention formée à l'anti-terrorisme et à la guérilla urbaine, connue pour ses interventions dans les favelas de Rio de Janeiro.
9. † Noronha, Eduardo G. « Ciclo de greves, transição política e estabilização : Brasil, 1978-2007 », Lua Nova, São Paulo, n°76, p. 119-168, 2009.
10. † Voir : http://www.pt.org.br/noticias/view/juventude_do_pt_divulga_nota_sobre_as_manifestacoes_em_todo_brasil
11. † Voir : <http://frombrazil.blogfolha.uol.com.br/2013/06/21/sao-paulo-protests-things-have-changed/>
12. † Pour « Parti Socialisme et Liberté », « Parti Socialiste des Travailleurs Unifié », et « Parti Communiste Brésilien », les trois principales organisations de la gauche radicale au Brésil. Les deux premières sont des scissions du PT, d'obédience trotskyste et moréniste, le PCB étant l'organisation héritière du Parti Communiste « traditionnel ».
13. † Voir à ce sujet les travaux **Andréia Galvão, Patrícia Tropa, Paula Marcelino** : « La réorganisation de la gauche syndicale durant les années 2000 : les bases sociales et le profil politique et idéologique des délégués de la CTB, d'Intersyndicale et de Conlutas », Presses Unicamp, Brésil, à paraître.